

ÉDITORIAL

Par SYLVAIN BOURMEAU

Trompettes

Point de théâtre, c'est un coup politique qu'a réservé Martine Aubry au monde culturel réuni à Avignon pour sa revue annuelle des troupes et (du manque) des moyens. Augmenter de 30 à 50% le budget de la culture : l'annonce, au Forum de *Libération*, a résonné à la manière un brin solennelle mais aussi un peu désuète des trompettes qui ouvrent les spectacles du Festival. Solennelle, car l'engagement, clair, vient briser le tabou intériorisé à droite comme à gauche d'une contrainte budgétaire indiscutable et qu'il résonne, trente ans plus tard, comme un formidable écho au fameux doublement des crédits promis en 1981 par un certain Mitterrand. Désuète, parce qu'elle peut donner l'impression de condamner la gauche à réduire la politique culturelle à l'étatisme historique le plus basique. Point de salut hors des subventions publiques directes. Pourtant, un peu à l'instar de M. Jourdain et de la prose, c'est une tout autre politique que mirent en œuvre les socialistes arrivés au pouvoir. Spectaculaire explosion du budget certes. Mais aussi, et peut-être surtout, invention de nouvelles règles du jeu avec la loi sur le prix unique du livre ou le dispositif de financement du cinéma imaginé lors de la naissance de Canal+. Si l'on ne peut que se réjouir du signe fort envoyé par Martine Aubry, il ne faudrait pas qu'il empêche plus longtemps qu'en matière culturelle aussi le PS assume son Bad Godesberg. Qu'il trouve les moyens de réglementer et de réguler les marchés pour aller chercher l'argent où il est, du côté des opérateurs de téléphonie par exemple. Une vraie politique culturelle social-démocrate, en somme.

Le ministre de la Culture, Frédéric Mitterrand, réagit au projet de Martine Aubry d'accroître le budget du secteur :

«Focaliser sur l'argent révèle peut-être une panne d'idées»

Recueilli par SYLVAIN BOURMEAU

L'ESSENTIEL

LE CONTEXTE

Martine Aubry s'est engagée à augmenter de 30 à 50% le budget de la culture si elle est élue présidente.

L'ENJEU

Quelle aura été la place de la culture sous le mandat de Sarkozy, qui cherche à capter ce monde qu'il ignore et qui l'ignore ?

REPÈRES

«L'Etat a trois rôles à jouer : sur la création, l'éducation artistique et la politique du patrimoine.»
«On pourrait donner un milliard à la culture en supprimant des choix imbéciles.»

Martine Aubry au Forum de *Libération*, à Avignon, ce week-end

+1%

C'est la hausse du budget de l'action en faveur de l'accès à la culture pour 2011, soit moins que l'inflation

De retour d'un voyage au Japon, et après avoir pris connaissance de l'engagement pris par Martine Aubry lors du Forum de *Libération* à Avignon d'augmenter de 30 à 50% le budget de la culture si elle est élue présidente de la République, le ministre de la Culture et de la Communication en titre, Frédéric Mitterrand, a souhaité réagir. Vous n'aimeriez pas être le ministre de la Culture de Martine Aubry, et disposer d'une enveloppe budgétaire de 30 à 50% supérieure ?

Je ne sais pas, car cet afflux d'argent demanderait à être préparé avec beaucoup d'attention. Il faudrait un vérita-

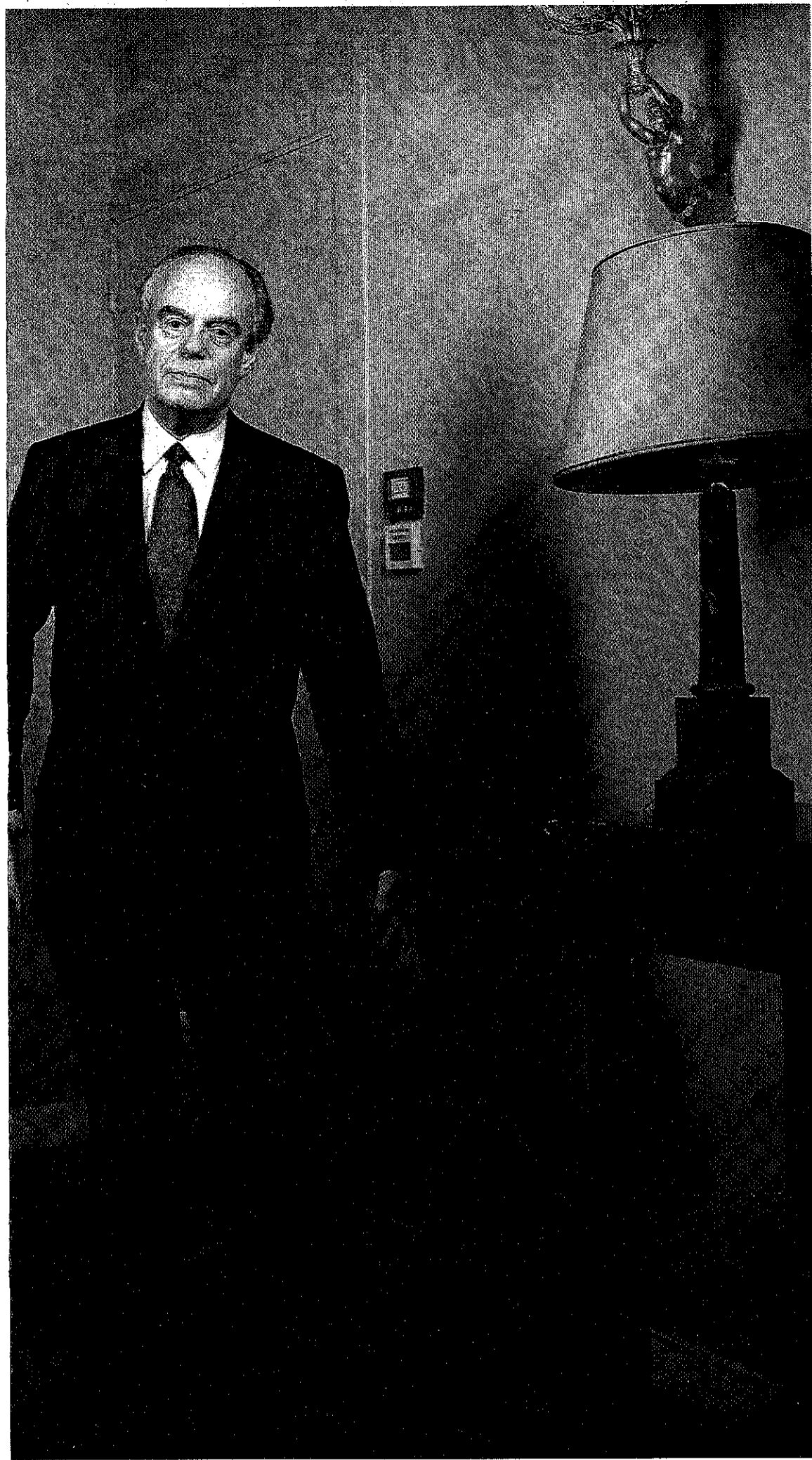
ble plan de répartition. Or, visiblement, il n'a pour l'instant pas été établi par Martine Aubry, qui se contente d'analyser la situation dans le climat de relative euphorie qu'offre le Festival d'Avignon. Contrairement à ce qui se passe ailleurs en Europe, j'ai un budget qui a été sanctuarisé - il a même légèrement augmenté cette année pour lutter contre l'inflation et, pour la deuxième année consécutive, j'ai obtenu son dégel complet. Je ne dis pas qu'on ne souhaite pas avoir toujours plus d'argent pour la culture, je dis simplement que j'ai réussi à préserver mieux que l'essentiel, à accéder à de nouvelles choses, comme le grand emprunt - 750 millions d'euros qui me permettent de numériser une grande partie du patrimoine.

Les problèmes de la politique culturelle ne seraient donc pas des problèmes d'argent ?

La politique culturelle relève d'abord du soutien à la création, à l'idée de l'art, de la beauté et de leur mise à disposition à l'ensemble des citoyens. Après, se pose en effet le problème de la logistique, et donc de l'argent disponible. Mais l'argent ne sert qu'à lubrifier. La focalisation sur l'argent révèle peut-être une panne d'idées. La demande du public est de plus en plus forte, et les coûts augmentent. Mais je ne peux pas laisser dire qu'on se désengage, c'est totalement faux. Ce qui est vrai, en revanche, c'est que certaines collectivités territoriales, et notamment socialistes, font désormais de la culture une variable d'ajustement budgétaire. Et puisqu'il n'y avait que deux pages sur la culture dans le projet socialiste, que

parmi les 30 mesures envisagées par ce même parti une seule ligne était consacrée à la culture et au sport, je conçois assez bien qu'il y ait eu le désir d'une séance de rattrapage !

Mais ce n'est pas une raison pour entendre Harlem Désir dire que la culture a été abandonnée, ou alors ça veut dire qu'il ne va plus au théâtre et au cinéma,



qu'il ne lit plus un livre - sans doute... Ce n'est surtout pas une raison pour dire qu'on va augmenter le budget de 30 à 50% ! Sur quelles ressources ? Comment ? Ce n'est pas sérieux. J'ai pourtant beaucoup de considération pour Martine Aubry, qui a montré, avec Didier Fusillier [directeur de Lille 3000, ndr] à ses côtés, qu'elle avait très bien

réussi sur le plan culturel à Lille. Où l'Etat dépense quand même 19 millions d'euros pour l'agglomération, dont 300 000 euros supplémentaires cette année...

Certaines institutions culturelles pèsent très lourd dans le budget de la culture et, du même coup, grèvent les marges de manoeuvre...

Frédéric Mitterrand, le 13 avril. PHOTO JÉRÔME BONNET

C'est vrai, il faut donc s'arranger pour que leurs messages soit davantage popularisés. Voilà pourquoi les programmes d'objectifs et de moyens de France Télévisions et d'Arte prévoient de plus nombreuses diffusions d'opéras, par exemple, qui doivent être plus visibles. Et puis, il est important de maintenir nos réputations internationales. On ne va pas reprocher à Brigitte Lefebvre d'avoir fait à Paris le meilleur ballet d'opéra du monde !

C'est pour retrouver des marges de manoeuvre qu'avait été créé le Conseil de la création artistique présidé par Marin Karmitz. Quel bilan en tirez-vous ?

C'est aux gens du spectacle vivant qu'il faut demander ce qu'ils en pensent, par exemple au président du Syndéac [Syndicat national des entreprises artistiques et culturelles], François Le Pillouër, à tous ceux qui étaient à Avignon... Moi je ne porte pas de jugement, j'ai été très correct. Nous maintiendrons les projets intéressants.

La politique culturelle peut prendre

d'autres formes que la subvention par l'Etat. La gauche en 1981 a inventé le prix unique du livre, puis un autre financement du cinéma avec Canal+, pourquoi ne serait-ce pas possible aujourd'hui ?

La gauche a aussi créé la Cinq de Berlusconi, qui n'était pas une réussite... Et puis attendez les résultats des missions que j'ai diligentées sur ces questions. Et vous verrez certainement des initiatives importantes.

Le président de la République multiplie, semble-t-il, les rencontres avec les milieux culturels, avec les artistes (lire pages suivantes). Cela a-t-il une incidence sur la place de la politique culturelle ?

C'est bien. Ça me renforce constamment. Je m'en félicite.

Vous l'encouragez ?

Je n'en ai pas besoin, il a pris la mesure de l'importance du monde culturel. Il a autour de lui des gens qui ont une vision très dynamique de ce qu'est la culture d'aujourd'hui. Et je crois qu'il a confiance en son ministre. ◀

La polémique fait rage sur le traitement qui serait réservé à la culture par un président socialiste.

La gauche cultivée ses différences

Samedi, au forum «Aux arts, citoyens» organisé par Libération à Avignon, Martine Aubry a jeté un pavé dans le budget de la culture en annonçant une augmentation de 30 à 50% de celui-ci durant son quinquennat, si elle était élue. Première réaction générale, même à gauche : la culture n'est sans doute pas de la première importance publique, comparé à la santé ou l'éducation, tout aussi attaquées en leur cœur par le sarkozysme.

Quelques heures auparavant, Manuel Valls avait déclaré dans le même forum que promettre de l'argent à la culture risquait d'exaspérer et de désespérer les

Cette hausse du budget de la culture ne sort pas d'un chapeau capricieux. Elle s'inscrit dans un retour aux politiques culturelles d'après 1981.

artistes car de sous, il n'y avait point. François Hollande a tenu la même ligne le jour suivant en refusant une «surenchère» et en rappelant qu'une «politique» culturelle est plus nécessaire qu'une augmentation.

A quoi Benoît Hamon rétorquait hier au point presse du PS : «Bien sûr qu'on peut augmenter le budget de la culture, comme celui de l'éducation. Il suffit de savoir où l'on place les priorités.» Et d'évoquer à nouveau les «cadeaux faits aux riches» par la droite comme la défiscalisation des heures supplémentaires. Il n'aura échappé à personne que, dans la bouche d'Hamon, l'argent de la culture est lié à celui de l'éducation. Aubry n'avait pas parlé autrement en évoquant vendredi une politique culturelle globale qui passe par l'enseignement.

De fait, cette hausse du budget de la culture ne sort pas d'un chapeau capricieux. Elle s'inscrit dans un retour aux politiques culturelles d'après 1981, quand les finances avaient été doublées. Mais surtout, elle vient en contrepoison à la chute des subventions départementales liées à la réforme territoriale de 2010, entre autres, qui a éliminé les structures, festivals et manifestations les plus fragiles. Même des institutions comme l'Opéra ou la Comédie-Française ont été mises au pain sec. Ce sont cependant les aides à l'éducation artistique et tout ce qui concerne l'accès à la culture qui a été le plus grignoté : rien

d'étonnant à ce que Martine Aubry reprenne donc l'antienne éducative et démocratique de la culture.

Mais, à gauche comme à droite, ses adversaires font remarquer que la manne des 4,5 milliards de refiscalisation

des heures sup citée par Aubry serait bien insuffisante pour la culture, car le transfert de cet argent serait complexe et la somme absorbée comme une goutte d'eau par le désert des urgences sociales. C'est oublier qu'Aubry a également évoqué une contribution minime des internautes qui serait reversée à la création ou un redéploiement intelligent des budgets. Elle a donc surtout convaincu Jean-Louis Borloo qui, à la fin du forum, approuvait la nécessité d'une augmentation d'un milliard et trouvait même le chiffre «un peu faible», avant de tweeter cette bonne nouvelle : «Fin de journée à Avignon, j'ai peaufiné mon programme culture avec des artistes du festival off et ai débattu au forum culture de Libération.»

ÉRIC LORET